



54^e Commission sur la Population et le Développement
Population, Food Security, Nutrition and Sustainable Development
(New-York – 19-23 avril 2021)

Déclaration au nom de la Belgique

S.E.M. l’Ambassadeur Philippe Kridelka, Représentant permanent

Débat général

Monsieur le Président,

1. La Belgique accueille avec grande satisfaction l’adoption d’une Déclaration politique qui réaffirme l’actualité du Programme d’Action du Caire et qui invite à poursuivre sa mise en œuvre.

La Belgique tient à réaffirmer son **ferme soutien** à la mise en œuvre intégrale du **Programme d’Action issu de la CIPD et de ses révisions ainsi que de la déclaration de Pékin et de sa plateforme d’action et de l’Agenda 2030 et sa décennie d’Actions.**

2. La crise sanitaire mondiale actuelle nous rappelle avec acuité l’importance de la solidarité et du multilatéralisme pour répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Monsieur le Président,

3. En matière de nutrition et de sécurité alimentaire, il est urgent d’adopter une approche holistique intégrant la conservation et la gestion durable de l’eau, la promotion de l’assainissement, l’accès aux services de santé et d’éducation, la protection sociale et l’emploi et la prévention des conflits.

La transition vers des systèmes alimentaires durables est l'une des **priorités de la politique actuelle de la coopération belge au développement** de même que l'agroécologie et l'agriculture à petite échelle qui y contribuent. A ce titre, la Belgique contribue au budget général de la FAO, du PAM et du CGIAR.

4. L'accès à une alimentation saine pour tous nécessite une attention accrue aux **chaines de valeurs** et, en particulier, à la **qualité de l'alimentation** qui doit être réellement nutritive et saine. Une mauvaise alimentation est la principale cause des maladies chroniques évitables dans le monde. Ceci implique aussi de porter un regard plus critique sur l'offre croissante de produits alimentaires transformés mis à disposition par l'industrie alimentaire.

5. Au niveau mondial, la **prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave affecte plus les femmes** que les hommes tandis que la malnutrition est étroitement liée à la pauvreté, aux inégalités et à l'exclusion sociale. Les femmes rurales, sur lesquelles repose pourtant encore la production vivrière, sont rarement impliquées lorsqu'il s'agit d'investissements, de politiques et de programmes. Elles continuent à être largement privées de l'accès aux actifs productifs indispensables que sont la terre et les semences, les ressources financières et l'accès aux services de promotion agricole. **Le renforcement des systèmes alimentaires se doit d'être inclusif en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes.**

6. Les investissements en matière de sécurité alimentaire se doivent d'intégrer aussi la **santé globale des femmes**, des adolescents et des filles, qui est incontournable si l'on veut sérieusement parler de développement durable. Lorsque les femmes sont en mesure de choisir le moment et l'espacement des naissances, y compris le fait d'avoir ou non des enfants, ceci retentit directement sur l'accès à l'alimentation pour les familles et les communautés et sur l'accès à l'éducation, facteur clé pour s'adapter à l'impact du changement climatique.

7. La santé, les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et la nutrition jouent donc un rôle essentiel dans la vie des femmes, des filles et des adolescents, car ils ont un impact direct sur leur développement et leur avenir.

Monsieur le Président,

8. L'égalité de genre, les droits des femmes et des filles et la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) sont des priorités de longue date de la Belgique.

Au niveau national, nous récoltons les fruits d'un investissement soutenu dans le domaine : Avec 5 naissances pour 1.000 femmes âgées de 15 à 19 ans la Belgique a l'un des nombres de grossesses adolescentes les plus bas du monde et avec 8 avortements pour 1.000 femmes âgées de 15 à 48 ans elle fait partie des pays ayant le nombre d'avortements le plus bas du monde. Ces résultats ont été obtenus en garantissant l'accès des filles et des femmes aux contraceptifs, gratuits pour les femmes de moins de 25 ans, en fournissant des informations et des conseils accessibles et en investissant dans une éducation sexuelle complète.

9. La Belgique contribue également au budget général **d'organisations multilatérales** actives dans le domaine telles que UNFPA, UNICEF et ONU Femmes. La coopération internationale belge est très engagée dans le domaine des SDSR dans le cadre de ses programmes de coopération gouvernementale et au travers des organisations de la société civile belges actives dans les pays du Sud. Enfin, par son investissement tant que gouvernement champion au sein du mouvement She Decides, la Belgique continue à porter haut les droits des femmes et des filles de décider pour leur corps, leur vie et leur futur.

10. Parce que les progrès à accomplir sont urgents, la Belgique participera au **Forum Génération Égalité**, organisé par la France et le Mexique avec ONU Femmes, et plus particulièrement en prenant des engagements forts au sein des coalitions pour l'action consacrées à la lutte contre les violences basées sur le genre et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Je vous remercie de votre attention.